

Comptes Consolidés
intermédiaires résumés
du Groupe Aéroports de Paris
au 30 juin 2014



AÉROPORTS DE PARIS

Sommaire

Compte de résultat consolidé	3
État du résultat global	4
État consolidé de la situation financière	5
Tableau des flux de trésorerie consolidés	6
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	7
Annexe aux comptes consolidés	8
Note 1 - Déclaration de conformité	8
Note 2 - Remarques liminaires	8
Note 3 - Comparabilité des exercices	9
Note 4 - Règles et méthodes comptables	12
Note 5 - Soldes intermédiaires de gestion	13
Note 6 - Information sectorielle	14
Note 7 - Produit des activités ordinaires	17
Note 8 - Autres produits opérationnels courants.....	17
Note 9 - Achats consommés.....	17
Note 10 - Coût des avantages du personnel	18
Note 11 - Autres charges opérationnelles courantes	22
Note 12 - Amortissements, dépréciations et provisions	23
Note 13 - Autres produits et charges opérationnels.....	23
Note 14 - Résultat financier	24
Note 15 - Entreprises mises en équivalence	26
Note 16 - Impôts	29
Note 17 - Résultat par action	32
Note 18 - Immobilisations incorporelles	33
Note 19 - Immobilisations corporelles.....	34
Note 20 - Immeubles de placement	35
Note 21 - Autres actifs financiers	36
Note 22 - Clients et comptes rattachés.....	37
Note 23 - Autres créances et charges constatées d'avance	37
Note 24 - Trésorerie et équivalents de trésorerie	38
Note 25 - Capitaux propres.....	39
Note 26 - Autres provisions	40
Note 27 - Dettes financières	41
Note 28 - Instruments financiers	43
Note 29 - Autres passifs non courants.....	46
Note 30 - Fournisseurs et comptes rattachés	46
Note 31 - Autres dettes et produits constatés d'avance.....	47
Note 32 - Flux de trésorerie	48
Note 33 - Engagements hors bilan	50
Note 34 - Liste des sociétés du périmètre de consolidation.....	51
Note 35 - Événements postérieurs à la clôture.....	53

Compte de résultat consolidé

Notes	1er semestre 2014	1er semestre 2013
<i>(en millions d'euros)</i>		
Produit des activités ordinaires	1 347	1 346
Autres produits opérationnels courants	3	5
Production immobilisée et stockée	42	30
Achats consommés	(51)	(75)
Charges de personnel	(374)	(378)
Autres charges opérationnelles courantes	(451)	(440)
Dotations et dépréciations nettes de reprises	(201)	(216)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	28	14
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (*)	343	286
Produits financiers	19	33
Charges financières	(78)	(100)
Résultat financier	(59)	(67)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence non opérationnelles	(2)	(2)
Résultat avant impôt	282	217
Impôts sur les résultats	(99)	(92)
Résultat net des activités poursuivies	182	125
Résultat de la période	182	125
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	182	125
Résultats par action attribuables aux propriétaires de la société mère :		
Résultat de base par action (en euros)	1,84	1,26
Résultat dilué par action (en euros)	1,84	1,26
Résultats des activités poursuivies par action		
attribuables aux propriétaires de la société mère :		
Résultat de base par action (en euros)	1,84	1,26
Résultat dilué par action (en euros)	1,84	1,26

(*) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

État du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	182	125
Éléments non recyclables en résultat	-	-
- Ecart de conversion	1	(1)
- Gains et pertes actuariels sur engagement de retraite	(15)	0
- Éléments de résultat global afférents aux entreprises associées, nets d'impôt	(8)	13
Éléments recyclables en résultat :	(23)	13
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL POUR LA PÉRIODE	160	137
Résultat global total pour la période attribuable :		
- aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-
- aux propriétaires de la société mère	159	137

État consolidé de la situation financière

ACTIFS	Notes	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
<i>(en millions d'euros)</i>			
Immobilisations incorporelles	18	85	88
Immobilisations corporelles	19	5 954	5 987
Immeubles de placement	20	433	441
Participations dans les entreprises mises en équivalence	15	1 135	1 158
Autres actifs financiers non courants	21	144	139
Actifs d'impôt différé	16	1	1
Actifs non courants		7 752	7 814
Stocks		16	16
Clients et comptes rattachés	22	590	555
Autres créances et charges constatées d'avance	23	95	106
Autres actifs financiers courants	21	97	91
Actifs d'impôt exigible	16	-	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	598	1 056
Actifs courants		1 396	1 825
TOTAL DES ACTIFS		9 148	9 639

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Notes	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
<i>(en millions d'euros)</i>			
Capital	25	297	297
Primes liées au capital	25	543	543
Résultats non distribués	25	3 028	3 037
Autres éléments de capitaux propres	25	(66)	(52)
Capitaux propres - part du Groupe		3 802	3 825
Total des capitaux propres		3 802	3 825
Emprunts et dettes financières à long terme	27	3 607	3 649
Provisions pour engagements sociaux - part à plus d'un an	10	375	344
Autres provisions non courantes	26	74	72
Passif d'impôt différé	16	226	228
Autres passifs non courants	29	72	70
Passifs non courants		4 354	4 363
Fournisseurs et comptes rattachés	30	320	364
Autres dettes et produits constatés d'avance	31	512	477
Emprunts et dettes financières à court terme	27	103	528
Provisions pour engagements sociaux - part à moins d'un an	10	11	13
Autres provisions courantes	26	32	46
Passif d'impôt exigible	16	14	23
Passifs courants		992	1 451
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		9 148	9 639

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	Notes	1er semestre 2014	1er semestre 2013
<i>(en millions d'euros)</i>			
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (*)		343	286
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie	32	171	203
Produits financiers nets hors coût de l'endettement		2	-
Capacité d'autofinancement opérationnelle avant impôt		516	489
Variation du besoin en fonds de roulement	32	11	(80)
Impôts sur le résultat payés		(100)	(82)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		427	327
Investissements corporels et incorporels	32	(165)	(177)
Variation des dettes et avances sur acquisitions d'immobilisations		(49)	(86)
Acquisitions de participations non intégrées		(6)	-
Variation des autres actifs financiers		(4)	(1)
Dividendes reçus	32	36	33
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(188)	(231)
Subventions reçues au cours de la période		1	-
Cessions (acquisitions) nettes d'actions propres		-	2
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(183)	(205)
Encaissements provenant des emprunts à long terme		1	594
Remboursement des emprunts à long terme		(414)	(342)
Intérêts payés		(135)	(135)
Produits financiers encaissés		34	36
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		(696)	(50)
Variation de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		(457)	46
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		1 053	796
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	32	596	842

(*) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)

	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Résultats non distribués	Autres éléments de capitaux propres			Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
					Ecarts de conversion	Ecarts actuariels IAS19R	Réserve de juste valeur			
Situation au 01/01/2013 (publié)	297	543	(2)	2 899	(2)		(2)	3 733	-	3 733
Impact OCI IAS 19 révisée				28		(48)		(20)		(20)
Situation au 01/01/2013 (retraité)	297	543	(2)	2 927	(2)	(48)	(2)	3 713	-	3 713
Résultat de la période				125				125	-	125
Autres éléments de capitaux propres				13	(1)		-	12	-	12
Résultat global - 1er semestre 2013	-	-	-	138	(1)	-	-	137	-	137
Mouvements sur actions propres			2	0				2		2
Dividendes				(205)				(205)		(205)
Autres variations				(2)				(2)		(2)
Situation au 30/06/2013	297	543	-	2 858	(3)	(48)	(2)	3 645	-	3 645

(en millions d'euros)

	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Résultats non distribués	Autres éléments de capitaux propres			Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
					Ecarts de conversion	Ecarts actuariels IAS19	Réserve de juste valeur			
Situation au 01/01/2014	297	543	-	3 036	(10)	(39)	(2)	3 825	-	3 825
Résultat de la période				182				182		182
Autres éléments de capitaux propres				(8)	1	(15)	-	(23)		(23)
Résultat global - 1er semestre 2014	-	-	-	174	1	(15)	-	159	-	159
Dividendes				(183)				(183)		(183)
Situation au 30/06/2014	297	543	-	3 027	(9)	(54)	(2)	3 802	-	3 802

Voir les commentaires en Note 25.

Annexe aux comptes consolidés

Note 1 - Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 - Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Note 2 - Remarques liminaires

AÉROPORTS DE PARIS est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les six mois écoulés au 30 juin 2014 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe »), ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration le 30 juillet 2014.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 sont disponibles sur demande au siège social de la Société situé au 291, boulevard Raspail – 75014 Paris ou sur www.aeroportsdeparis.fr.

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro. Les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut, dans certains cas, conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.

Note 3 - Comparabilité des exercices

3.1. Saisonnalité

L'activité des principaux segments en termes de chiffre d'affaires et de résultat opérationnel courant du Groupe Aéroports de Paris est soumise à des effets de saisonnalité, en particulier :

- les Activités aéronautiques qui suivent notamment l'évolution du trafic passager dont le pic d'activité se situe entre les mois de mai et de septembre, et
- les Commerces & services qui suivent également l'évolution du trafic passager mais aussi l'évolution de la dépense par passager dans les boutiques en aérogare qui est plus importante autour des fêtes de fin d'année.

Les produits et les charges de ces deux segments sont également soumis aux aléas climatiques et en particulier aux périodes hivernales synonymes de forte activité des prestations de dégivrage et de chauffage.

Par conséquent, les résultats du Groupe Aéroports de Paris au 30 juin 2014 ne sont pas indicatifs de ceux qui pourraient être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2014.

3.2. Financement

En janvier 2014, Aéroports de Paris a remboursé un emprunt obligataire d'une valeur nominale de 411 millions d'euros, arrivé à échéance.

3.3. Changements de méthodes comptables

Les états financiers du Groupe sont établis en conformité avec les normes "IFRS" (International Financial Reporting Standards) et les interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables retenus pour la préparation de ces états financiers semestriels sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés du 31 décembre 2013, à l'exception de ceux relatifs aux nouveaux amendements de normes applicables obligatoirement en 2014 et qui n'ont pas été appliqués par anticipation antérieurement.

Les amendements de normes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2014 et non appliqués par anticipation sont les suivantes :

- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 portant sur l'exception à la consolidation pour certaines filiales d'une entité d'investissement ;
- Amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 relatifs aux dispositions transitoires de ces normes ;
- Amendements à IAS 32 – Compensation d'actifs et de passifs financiers ;
- Amendements à IAS 36 – Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- Amendements à IAS 39 – Novation des dérivés et maintien de la comptabilité de couverture.

Ces nouveaux amendements n'ont pas d'incidence pour le Groupe.

L'interprétation IFRIC 21 – Prélèvements opérés par les autorités publiques auprès des entités actives sur un marché particulier (publiée en mai 2013) a été adoptée par l'Union Européenne en juin 2014. Cette interprétation sera appliquée en 2015, date de son application obligatoire, et ne sera donc pas appliquée de manière anticipée en 2014. Son application devrait avoir un impact significatif sur le résultat semestriel 2015 de plus de 40 millions d'euros en charges au 1er janvier, qui correspond à la date de l'évènement générant l'obligation, et non plus de manière étalée sur l'exercice, certaines taxes comme la taxe foncière, devant être comptabilisées en totalité au 1^{er} janvier.

Enfin, le Groupe n'applique pas les textes suivants qui n'ont pas été approuvés par l'Union Européenne et qui ne sont donc pas d'application obligatoire :

- Amendement IAS 19 révisée – Régimes à prestations définies, cotisations versées par les membres du personnel (publié en novembre 2013) ;
- Améliorations annuelles des IFRS 2010-2012 et 2011-2013 (publiées en décembre 2013) ;
- IFRS 9 – Instruments financiers (publiée en novembre 2009) et les amendements consécutifs (publiés en décembre 2011 et novembre 2013) ;
- IFRS 14 – Comptes de report réglementaires (publié en janvier 2014) ;
- Amendement IFRS 11 – Comptabilisation d'intérêts dans une activité conjointe (publié en mai 2014) ;
- Amendements IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables (publié en mai 2014) ;
- IFRS 15 – Revenus provenant de contrats avec des clients (publié en mai 2014).

Le Groupe prévoit de lancer prochainement des travaux afin de déterminer les impacts de la nouvelle norme IFRS 15. S'agissant des autres textes, ils ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

3.4. Evolution du périmètre de consolidation

3.4.1. Modifications en 2014

La société CDG Express Etudes est entrée fin mai 2014 dans le périmètre de consolidation d'Aéroports de Paris qui détient un pourcentage d'intérêts de 33,33%.

Cette entité est une société contrôlée conjointement par l'Etat français, Réseau Ferré de France et Aéroports de Paris. Elle a pour objet de réaliser ou faire réaliser toutes les études nécessaires en vue de la réalisation du projet CDG Express.

Ce projet consiste en la réalisation d'une liaison ferroviaire express directe entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, spécifiquement adaptée aux besoins des passagers aériens. Il constitue pour Aéroports de Paris un facteur clé dans la stratégie de croissance du Groupe et pour l'Etat un enjeu déterminant pour la compétitivité économique et touristique de Paris, de sa région, et au-delà de la France.

3.4.2. Rappel des mouvements de périmètre 2013

L'exercice 2013 avait enregistré les mouvements de périmètre suivants :

- Prise de participation dans la société panaméenne : Consorcio PM Terminal Sur Tocumen SA à hauteur de 36% par ADP Ingénierie ;

- Prise de participation par Aéroports de Paris Management à hauteur de 100% dans la société croate AMS - Airport Management Services d.o.o (OSC). Cette société est consolidée par intégration globale ;
- Prise de participation par Aéroports de Paris Management à hauteur de 20,77% et par TAV Airports à hauteur de 15% - soit un pourcentage de détention pour Aéroports de Paris de 26,47% - dans le groupe ZAIC-A Limited. Ce dernier détenant à 100% deux entités qui exploitent les concessions de l'aéroport de Zagreb : MZLZ - Upravitelj Zračne Luke Zagreb d.o.o (OPCO) et Medunarodna Zračna Luka Zagreb d.d. (MZLZ).

3.5. Evolution de l'information sectorielle

Afin de refléter les changements d'organisation interne, le Groupe a modifié le nom et la composition du secteur "Participations Aéroportuaires".

Ainsi, "Participations Aéroportuaires" devient "International et développements aéroportuaires" et comprend également les entités :

- TAV Construction (mis en équivalence opérationnelle),
- ADPI (intégré globalement).

Ces entités étaient présentées auparavant en "Autres activités" et sont désormais pilotées ensemble avec les autres entités du segment "International et développements aéroportuaires" dans un objectif de créer des synergies et de servir l'ambition du Groupe (leader conception, construction et exploitation).

L'impact de ce changement est présenté en Note 6.2.

Note 4 - Règles et méthodes comptables

4.1. Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont principalement basés sur le coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs désignés comme étant disponibles à la vente dont la comptabilisation suit le modèle de la juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer son jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Les estimations effectuées concernent essentiellement les normes IAS 19, IAS 36, IAS 37 et la juste valeur des immeubles de placement présentée en annexe.

4.2. Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

4.2.1. Evaluation de la charge d'impôt

La charge d'impôt du premier semestre est déterminée en appliquant au résultat avant impôt de l'ensemble du Groupe le taux d'impôt effectif connu au 30 juin 2014 (y compris fiscalité différée).

4.2.2. Evaluation des engagements sociaux

L'évaluation des engagements sociaux à la clôture des comptes consolidés semestriels résumés se base sur un taux d'actualisation retenu de 2.75%. L'impact du changement de taux, soit 15 M€ après impôt différé, est comptabilisé en autres éléments de capitaux propres.

La charge du semestre au titre des engagements sociaux est égale à la moitié de la charge estimée au titre de 2014 sur la base des travaux d'évaluations du 31 décembre 2013.

Note 5 - Soldes intermédiaires de gestion

Notes	1er semestre 2014	1er semestre 2013
<i>(en millions d'euros)</i>		
Produit des activités ordinaires	1 347	1 346
Production immobilisée et stockée	42	30
Production de l'exercice	1 389	1 376
Achats consommés	(51)	(75)
Services et charges externes	(317)	(336)
Valeur ajoutée	1 021	965
Charges de personnel	(374)	(377)
Impôts et taxes	(124)	(92)
Autres charges opérationnelles courantes	(10)	(13)
Autres produits opérationnels courants	3	5
Dotations aux provisions et dépréciations de créances nettes de reprises	12	(1)
EBITDA	528	487
<i>Ratio EBITDA / Produit des activités ordinaires</i>	<i>39%</i>	<i>36%</i>
Dotations aux amortissements	(213)	(215)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	28	14
<i>Quote-part de résultat des mises en équivalence opérationnelles avant ajustements liés aux prises de participation</i>	<i>48</i>	<i>33</i>
<i>Ajustements liés aux prises de participation dans les mises en équivalence opérationnelles (*)</i>	<i>(20)</i>	<i>(19)</i>
Résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) (**)	343	286
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (**)	343	286
Résultat financier	(59)	(67)
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence non opérationnelles	(2)	(2)
Résultat avant impôt	282	217
Impôts sur les résultats	(99)	(92)
Résultat net des activités poursuivies	182	125
Résultat de la période	182	125
<i>Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère</i>	<i>182</i>	<i>125</i>

(*) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

(**) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

Note 6 - Information sectorielle

6.1 Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée par segment opérationnel conformément à l'organisation du Groupe :

- **Activités aéronautiques** : ce segment regroupe l'ensemble des activités menées par Aéroports de Paris en tant que gestionnaire des trois principaux aéroports de la région parisienne (Paris-Charles-de-Gaulle, Paris-Orly, Paris-Le Bourget);
- **Commerce et services** : ce segment rassemble l'ensemble des activités commerciales (boutiques, bars et restaurants, parcs de stationnement, locations en aéroports notamment) ainsi que les sociétés mises en équivalence ayant une activité de distribution commerciale en aéroports et de publicité ;
- **Immobilier** : ce segment est constitué des activités immobilières hors aéroports ;
- **International et développements aéroportuaires** : ce secteur (anciennement dénommé Participations aéroportuaires) rassemble les filiales qui opèrent des activités aéroportuaires (conception, construction et exploitation) et qui sont pilotées ensemble dans un objectif de créer des synergies et de servir l'ambition du Groupe. Depuis le 1^{er} janvier 2014, il intègre les entités ADPI (intégrée globalement) et TAV Construction (mise en équivalence) précédemment présenté dans le segment Autres activités (voir ci-après Note 6.2) ;
- **Autres activités** : il s'agit essentiellement des activités d'Alyzia sûreté (Sûreté aéroportuaire) et de Hub One (Telecom et Mobility).

Ces secteurs opérationnels résultent du reporting interne soumis à la revue du Président-Directeur Général d'Aéroports de Paris, en tant que principal directeur opérationnel du Groupe.

Les revenus et le résultat semestriels de ces secteurs opérationnels sont les suivants:

	1er semestre 2014						
	Activités aéronautiques	Commerces et services	Immobilier	International et développements aéroportuaires	Autres activités	Eliminations inter-secteurs et Non Affecté	
<i>(en millions d'euros)</i>							
Produit des activités ordinaires	801	466	131	38	97	(186)	1 347
- dont produits réalisés avec des tiers	799	362	106	32	47		1 347
- dont produits inter-secteur	2	103	25	6	50	(186)	-
EBITDA	174	265	82	(0)	7	0	528
Dotations aux amortissements	(135)	(52)	(19)	(0)	(7)	-	(213)
Autres produits (charges) sans contrepartie en trésorerie	9	4	2	2	0	(5)	12
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	-	3	-	25	-	-	28
Quote-part de résultat des mises en équivalence opérationnelles avant ajustements liés aux prises de participation	-	3	-	45	-	-	48
Ajustements liés aux prises de participation dans les mises en équivalence opérationnelles (*)	-	-	-	(20)	-	-	(20)
Résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) (**)	40	216	63	25	0	-	343
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (**)	40	216	63	25	0	-	343
Résultat financier							(59)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence non opérationnelles							(2)
Impôt sur les sociétés							(99)
Résultat de la période des activités poursuivies							182
Résultat de la période							182

(*) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

(**) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

	1er semestre 2013 (*)						Total
	Activités aéronautiques	Commerces et services	Immobilier	International et développements aéroportuaires	Autres activités	Eliminations inter-secteurs et Non Affecté	
<i>(en millions d'euros)</i>							
Produit des activités ordinaires	791	472	133	38	98	(186)	1 346
- dont produits réalisés avec des tiers	790	365	107	36	49	-	1 346
- dont produits inter-secteur	1	107	26	2	49	(186)	-
EBITDA	145	261	78	(4)	7	0	487
Dotations aux amortissements	(137)	(50)	(21)	-	(7)	-	(215)
Autres produits (charges) sans contrepartie en trésorerie	5	1	-	(2)	-	(4)	(1)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	-	3	-	11	-	-	14
<i>Quote-part de résultat des mises en équivalence opérationnelles avant ajustements liés aux prises de participation</i>	-	3	-	30	-	-	33
<i>Ajustements liés aux prises de participation dans les mises en équivalence opérationnelles (**)</i>	-	-	-	(19)	-	-	(19)
Résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) (***)	8	213	57	7	-	-	286
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (***)	8	213	57	7	-	-	286
Résultat financier							(67)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence non opérationnelles							(2)
Impôt sur les sociétés							(92)
Résultat de la période des activités poursuivies							125
Résultat de la période							125

(*) Incluant la nouvelle segmentation

(**) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

(***) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

6.2 Evolution de la segmentation

L'information sectorielle publiée au 1^{er} semestre 2013 se présentait comme suit :

	1er semestre 2013 publié						Total
	Activités aéronautiques	Commerces et services	Immobilier	Participations aéroportuaires	Autres activités	Eliminations inter-secteurs et Non Affecté	
<i>(en millions d'euros)</i>							
Produit des activités ordinaires	791	472	133	5	129	(184)	1 346
- dont produits réalisés avec des tiers	789	365	107	5	80	-	1 346
- dont produits inter-secteur	2	107	26	-	49	(184)	-
EBITDA	145	261	78	(2)	5	-	487
Dotations aux amortissements	(137)	(50)	(21)	-	(7)	-	(215)
Autres produits (charges) sans contrepartie en trésorerie	5	1	-	-	(2)	(4)	-
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	-	3	-	8	3	-	14
Quote-part de résultat des mises en équivalence opérationnelles avant ajustements liés aux prises de participation	-	3	-	27	3	-	33
Ajustements liés aux prises de participation dans les mises en équivalence opérationnelles (*)	-	-	-	(19)	-	-	(19)
Résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) (**)	8	214	57	6	1	(0)	286
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (**)	8	214	57	6	1	-	286
Résultat financier							(67)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence non opérationnelles							(2)
Impôt sur les sociétés							(92)
Résultat de la période des activités poursuivies							125
Résultat net des activités non poursuivies							-
Résultat de la période							125

(*) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

(**) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

Le segment "Participations Aéroportuaires" publié en 2013 est désormais dénommé "International et développements aéroportuaires" et comprend les entités (cf. Note 3.5) :

- TAV Construction (mis en équivalence opérationnelle), et
- ADPi (intégré globalement).

Le tableau ci-après présente l'impact de ce changement de présentation :

	1er semestre 2013 : passage ancienne à nouvelle segmentation											
	Participations aéroportuaires publié	ADPi	TAV Construction	International et développements aéroportuaires (***)	Autres activités publié	ADPi	TAV Construction	Autres activités	Eliminations inter-secteurs et Non Affecté publié	ADPi	TAV Construction	Eliminations inter-secteurs et Non Affecté
<i>(en millions d'euros)</i>												
Produit des activités ordinaires	5	33	-	38	129	(31)	-	98	(184)	(2)	-	(186)
- dont produits réalisés avec des tiers	5	31	-	36	80	(31)	-	49	-	-	-	-
- dont produits inter-secteur	-	2	-	2	49	-	-	49	(184)	(2)	-	(186)
EBITDA	(2)	(2)	-	(4)	5	2	-	7	-	-	-	-
Dotations aux amortissements	-	-	-	-	(7)	-	-	(7)	-	-	-	-
Autres produits (charges) sans contrepartie en trésorerie	-	(2)	-	(2)	(2)	2	-	-	(4)	-	-	(4)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	8	-	3	11	3	-	(3)	-	-	-	-	-
Quote-part de résultat des mises en équivalence opérationnelles avant ajustements liés aux prises de participation	27	-	9	36	3	-	(3)	-	-	-	-	-
Ajustements liés aux prises de participation dans les mises en équivalence opérationnelles (*)	(19)	-	(6)	(25)	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) (**)	6	(2)	3	7	1	2	(3)	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (**)	6	(2)	3	7	1	2	(3)	-	-	-	-	-

(*) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

(**) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

(***) Voir Note 3.5

Note 7 - Produit des activités ordinaires

Au 30 juin 2014, la ventilation du produit des activités ordinaires s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Redevances aéronautiques	457	431
Redevances spécialisées	97	104
Revenus liés à la sûreté et à la sécurité aéroportuaire	229	240
Activités commerciales	187	182
Parcs et accès	92	82
Prestations industrielles	23	38
Recettes locatives	161	163
Autres recettes	101	106
Total	1 347	1 346

Note 8 - Autres produits opérationnels courants

Les autres produits opérationnels courants se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Subventions d'investissement réintégrées au compte de résultat	1	3
Autres produits	2	2
Total	3	5

Note 9 - Achats consommés

Le détail des achats consommés est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Achats de marchandises	(12)	(14)
Gaz et autres combustibles	(6)	(18)
Electricité	(12)	(12)
Autres achats	(21)	(31)
Total	(51)	(75)

La variation des autres achats est principalement due aux produits hivernaux chez ADP SA.

Note 10 - Coût des avantages du personnel

10.1. Charges de personnel et effectifs

L'analyse des charges de personnel est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Salaires et traitements	(240)	(241)
Charges sociales	(121)	(120)
Participation et intéressement	(13)	(13)
Dotations aux provisions pour engagements sociaux, nettes de reprises	-	(4)
Total	(374)	(378)

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) s'élève à 4 millions d'euros au 30 juin 2014. Au 30 juin 2013, il s'élevait à 2 millions d'euros. Il est présenté en diminution des charges de personnel sur la ligne Salaires et traitements.

Pour l'exercice 2013, il s'est élevé à 5 M€. Ces crédits d'impôt ont été utilisés pour financer l'emploi dans les filières accueil et métiers techniques et favoriser l'insertion professionnelle via l'apprentissage. Ils ont également contribué à optimiser les processus de gestion et à réaliser des investissements en faveur de la satisfaction clients, de l'environnement et du développement durable.

L'effectif moyen salarié se ventile comme suit :

	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Effectif moyen salarié	9 234	9 162
<i>Dont</i>		
<i>ADP</i>	6 843	6 866
<i>Groupe ADP INGÉNIERIE</i>	377	405
<i>Groupe AÉROPORTS DE PARIS MANAGEMENT</i>	40	44
<i>Groupe HUB ONE</i>	432	429
<i>ALYZIA SURETÉ</i>	1 542	1 418

Les effectifs Equivalent Temps Plein (CDI et CDD) d'ADP SA diminuent de 0,6% par rapport à 2013. La politique volontariste engagée en faveur de l'apprentissage conduit à une baisse globale de -0,3%.

10.2. Avantages du personnel postérieurs à l'emploi et à long terme

10.2.1. Variation, décomposition et réconciliation des engagements, des actifs et des passifs comptabilisés dans le bilan et impacts sur le compte de résultat

	Avantages postérieurs à l'emploi					Autres avantages à long terme	Total Au 30/06/2014	Total Au 31/12/2013
	IFC	Couverture santé	Retraite à prestation définie	Retraite supplémentaire	PARDA	Médailles d'honneur et du travail		
<i>(en millions d'euros)</i>								
Valeur actualisée de l'engagement à l'ouverture	241	82	33	1	2	1	360	379
Droits acquis au cours de la période	7	-	1	-	-	-	8	16
Actualisation de l'engagement	4	1	1	-	-	-	6	12
Écarts actuariels de la période (*)	16	6	1	-	-	-	23	(9)
Prestations servies	(3)	(2)	(1)	-	(1)	-	(7)	(19)
Réduction / transferts de régimes	-	-	-	-	-	-	-	(19)
Valeur actualisée de l'engagement à la clôture	265	87	34	1	2	1	389	360
Valeur de marché des actifs du régime à l'ouverture	-	-	(2)	(1)	-	-	(2)	(3)
Cotisations versées	-	-	(2)	-	-	-	(2)	(3)
Prestations servies	-	-	1	-	-	-	1	3
Valeur de marché des actifs du régime à la clôture	-	-	(3)	(1)	-	-	(3)	(3)
Engagement à la clôture non financé	265	87	31	-	2	1	386	357
Passifs comptabilisés au bilan à la clôture	265	87	31	-	2	1	386	357
Coût financier de l'actualisation de l'engagement	4	1	1	-	-	-	6	12
Coût des services rendus au cours de la période	7	-	1	-	-	-	8	16
Réduction de régimes	-	-	-	-	-	-	-	(19)
Charge de la période	11	1	1	-	-	-	13	9
Passifs comptabilisés au bilan à l'ouverture	241	82	31	0	2	1	357	376
Charge de la période	11	1	1	-	-	-	13	9
Impacts en autres éléments du résultat global	16	6	1	-	-	-	23	(10)
Prestations et cotisations directement versés	(3)	(2)	(2)	-	(1)	-	(8)	(18)
Passifs comptabilisés au bilan à la clôture	265	87	31	-	2	1	386	357

(*) Le total des écarts actuariels généré sur le 1er semestre 2014 sur l'engagement pour 23 millions d'euros est exclusivement dû à la mise à jour du taux d'actualisation

Les flux expliquant la variation de la provision sont les suivants :

	Dettes actuarielles	Juste valeur des actifs de couverture	Dettes actuarielles nettes IAS19 révisées
<i>(en millions d'euros)</i>			
Au 01/01/2013	379	(3)	376
Droits acquis au cours de l'exercice	16	-	16
Effet de l'actualisation	12	-	12
Ecart actuariels de la période	(9)	-	(9)
Flux de trésorerie :			
- Paiements aux bénéficiaires	(19)	-	(19)
- Cotisations versées	-	(3)	(3)
- Paiements reçus de tiers	-	3	3
Réductions de régimes	(19)	-	(19)
Au 31/12/2013	360	(3)	357
Droits acquis au cours de l'exercice	8	-	8
Effet de l'actualisation	6	-	6
Ecart actuariels de la période	23	-	23
Flux de trésorerie :			
- Paiements aux bénéficiaires	(7)	-	(7)
- Cotisations versées	-	(2)	(2)
- Paiements reçus de tiers	-	1	1
Au 30/06/2014	389	(4)	386

10.2.2. Hypothèses de calcul

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	Au 30/06/2014
Taux d'actualisation / Taux attendu de rendement des actifs du régime	2,75%
Taux d'inflation	2,00%
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	2,00% - 4,50%
Hausse future des dépenses de santé	6,00%
Age moyen de départ en retraite (*)	62 - 65 ans

() Une majoration des âges de départ a été prise en compte de manière à atteindre progressivement les âges respectifs de 65 ans pour les catégories Cadres et Haute Maîtrise et 62 ans pour la catégorie Employés et Maîtrise.*

Le taux utilisé pour l'actualisation de l'engagement est représentatif du taux de rendement des obligations en euros de première catégorie d'une maturité comparable à la durée des engagements mesurés (durée moyenne de 13,6 ans).

Les hypothèses de mortalité utilisées sont celles définies par :

- les tables de mortalité hommes/femmes TH-TF 2009-2011 sur la période d'activité des bénéficiaires ;
- et les tables générationnelles hommes/femmes TGH-F 2005 sur la période de service des rentes.

10.2.3. Provisions pour engagements sociaux au bilan

Les provisions pour engagements sociaux ont évolué comme suit au passif du bilan :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Provisions au 1er janvier	357	376
Augmentations :	37	14
- Dotations d'exploitation	8	8
- Dotations financières	6	6
- Reconnaissance des gains et pertes	23	-
Diminutions :	(8)	(5)
- Provisions utilisées	(8)	(5)
Provisions au 30 juin	386	386
<i>Dont :</i>		
- Part non courante	375	371
- Part courante	11	15

Note 11 - Autres charges opérationnelles courantes

11.1. Etat récapitulatif

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Services et charges externes	(317)	(336)
Impôts et taxes	(124)	(92)
Autres charges d'exploitation	(10)	(12)
Total	(451)	(440)

Les Autres charges d'exploitation incluent notamment les redevances pour concessions, brevets, licences et valeurs similaires, les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les subventions. La TVA non récupérable liée à la sureté, classée au 1^{er} semestre 2013 en sous-traitance pour 16 millions d'euros, est désormais classée en autres impôts et taxes pour 17 millions d'euros.

11.2. Détail des autres services et charges externes

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Sous-traitance	(187)	(212)
- Sûreté	(72)	(93)
- Nettoyage	(35)	(35)
- Transports	(15)	(16)
- Autres	(65)	(68)
Entretien, réparations & maintenance	(56)	(53)
Etudes, recherches & rémunération d'intermédiaires	(17)	(15)
Travaux & prestations externes	(11)	(12)
Personnel extérieur	(7)	(7)
Assurances	(8)	(6)
Missions, déplacements & réceptions	(8)	(8)
Publicité, publications & relations publiques	(5)	(5)
Autres charges et services externes	(19)	(18)
Total	(318)	(336)

11.3. Détail des impôts et taxes

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Contribution économique territoriale	(38)	(18)
Taxe foncière	(35)	(40)
Autres impôts & taxes	(52)	(34)
Total	(125)	(92)

Note 12 - Amortissements, dépréciations et provisions

Les amortissements des immobilisations et dépréciations d'actifs s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Amortissement des immobilisations incorporelles	(8)	(9)
Amortissement des immobilisations corporelles et immeubles de placement	(205)	(206)
Dotations aux amortissements nettes de reprises	(213)	(215)
Dépréciations de créances	(5)	(3)
Reprises de dépréciations de créances	8	1
Dépréciations de créances, nettes de reprises	3	(2)
Dotations aux provisions pour litiges et autres risques	(14)	(9)
Reprises de la période	24	10
Dotations aux provisions, nettes de reprises	10	1
Dotations aux provisions et dépréciations de créances nettes de reprises	13	(1)
Total	(200)	(216)

Les dotations et reprises concernent principalement des provisions pour litiges Clients et Fournisseurs.

Note 13 - Autres produits et charges opérationnels

Au 30 juin 2014, il n'y a pas d'autres produits et charges opérationnels.

Note 14 - Résultat financier

L'analyse du résultat financier s'établit ainsi respectivement en 2014 et 2013 :

	Produits financiers	Charges financières	Résultat financier 1er semestre 2014
<i>(en millions d'euros)</i>			
Charges brutes d'intérêt liées à l'endettement	-	(57)	(57)
Résultat des dérivés de taux	13	(12)	1
Coût de l'endettement financier brut	13	(69)	(56)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2	-	2
Coût de l'endettement financier net	15	(69)	(54)
Produits de participations non consolidées	1	-	1
Gains et pertes nets de change	2	(1)	1
Dépréciations et provisions	-	(7)	(7)
Autres	1	(1)	-
Autres produits et charges financiers	4	(9)	(5)
Charges financières nettes	19	(78)	(59)

	Produits financiers	Charges financières	Résultat financier 1er semestre 2013
<i>(en millions d'euros)</i>			
Charges brutes d'intérêt liées à l'endettement	-	(63)	(63)
Résultat des dérivés de taux	28	(27)	1
Coût de l'endettement financier brut	28	(90)	(62)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1	-	1
Coût de l'endettement financier net	30	(90)	(61)
Gains et pertes nets de change	2	(2)	-
Dépréciations et provisions	-	(6)	(6)
Autres	1	(2)	(1)
Autres produits et charges financiers	3	(10)	(7)
Charges financières nettes	33	(100)	(67)

Les produits et charges financiers par catégories d'instruments financiers se présentent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Produits, charges, profits et pertes sur dettes au coût amorti :	(56)	(62)
- Charges d'intérêts sur dettes évaluées au coût amorti	(57)	(63)
- Intérêts nets sur les dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie	(1)	(1)
- Intérêts nets sur les dérivés qualifiés de couverture de juste valeur	3	3
- Variation de valeur des dérivés qualifiés de couverture de juste valeur	(1)	(9)
- Variation de valeur des dettes financières couvertes en juste valeur	-	8
Profits et pertes sur instruments financiers en juste valeur par le résultat :	3	1
- Profits sur équivalents de trésorerie (option de juste valeur)	2	1
- Résultats sur les dérivés non qualifiés de couverture (dérivés de transaction)	1	-
Profits et pertes sur actifs disponibles à la vente :	(1)	-
- Dotations nettes de reprise	(1)	-
Autres profits et pertes sur prêts, créances et dettes au coût amorti :	1	-
- Pertes nettes de change	1	-
- Dotations financières aux provisions pour engagements sociaux	(6)	(6)
- Dotations financières aux provisions pour engagements sociaux	(6)	(6)
Total des gains nets (pertes nettes) reconnus en résultat	(59)	(67)

(*) hors variations rattachées aux entreprises associées

Note 15 - Entreprises mises en équivalence

15.1. Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence

Les montants figurant au compte de résultat se décomposent ainsi par segment opérationnel :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
International et développements aéroportuaires	25	11
Commerces et services	3	3
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	28	14
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence non opérationnelles	(2)	(2)
Total entreprises mises en équivalence	26	12
<i>Dont ajustements liés au regroupement d'entreprises : (*)</i>		
SCHIPHOL GROUP	(1)	(1)
TAV AIRPORTS	(19)	(18)
Total	(20)	(19)

() Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)*

Les participations dans Schiphol Group et Bolloré Télécom sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence en raison de l'influence notable qu'Aéroports de Paris exerce sur ces groupes.

Bien que le taux de participation dans Schiphol Group soit inférieur au seuil habituel de 20%, l'influence notable a été établie sur la base des considérations suivantes :

- les deux groupes ont signé un accord de coopération industrielle à long terme et de prise de participations croisées ;
- un Comité de Coopération Industrielle a été créé afin de superviser la coopération entre les deux sociétés dans neuf domaines de coopération. Ce comité est composé de quatre représentants de chaque société et présidé à tour de rôle par le Président Directeur Général d'Aéroports de Paris et le "Chief Executive Officer" de Schiphol Group ;
- le Directeur Général Adjoint en charge de l'international et des participations d'Aéroports de Paris est membre du conseil de surveillance de Schiphol Group et du comité d'audit ;
- des développements aéroportuaires internationaux sont menés conjointement.

Par ailleurs, concernant Bolloré Télécom, bien que le taux de détention soit inférieur à 20%, les indicateurs suivants ont notamment été retenus pour déterminer l'influence notable d'Aéroports de Paris dans cette entité :

- existence d'une contribution opérationnelle à la gestion de l'entité du fait du savoir-faire technique de Hub One ;
- existence d'une représentation au conseil de direction d'au minimum 25% des membres et droit de veto ponctuel pour certaines décisions prévues au pacte d'actionnaires et dans les statuts.

Les participations de TAV Airports et TAV Construction sont également comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence en raison de l'influence notable qu'Aéroports de Paris exerce sur ces groupes. Leur résultat est présenté au sein des "Résultats des sociétés mises en équivalence - opérationnelles".

15.2. Tests de dépréciation des titres mis en équivalence

Un test de dépréciation des participations mises en équivalence est effectué lorsque le Groupe identifie un ou plusieurs événements de perte susceptibles d'avoir un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés résultant de ces participations.

Au 30 juin 2014, il n'existe pas d'indice de perte de valeur susceptible d'avoir un impact significatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation du Groupe dans les entités mises en équivalence.

En particulier pour TAV Airports, le projet de construction du troisième aéroport d'Istanbul ne devrait pas, à notre connaissance, avoir d'impact significatif sur les revenus futurs de l'entité liés à la concession de l'aéroport d'Istanbul Atatürk.

A noter que l'évaluation des titres de TAV Airports détenus par Aéroports de Paris sur la base du cours de bourse et de la parité euro/livre turque au 30 juin 2014 s'élève à 803 millions d'euros, et est sensiblement supérieure à leur valeur de mise en équivalence de 631 millions d'euros au 30 juin 2014.

15.3. Variations de l'actif net des mises en équivalence liées aux minoritaires

Le Groupe Aéroports de Paris comptabilise directement en capitaux propres les transactions de rachat par l'entité associée d'intérêts minoritaires de ses filiales.

15.4. Composition des titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence se décomposent comme suit :

	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
<i>(en millions d'euros)</i>		
International et développements aéroportuaires	1 086	1 103
Commerces et services	11	15
Immobilier	12	12
Total entreprises mises en équivalence opérationnelles	1 109	1 130
Total entreprises mises en équivalence non opérationnelles	26	28
Total entreprises mises en équivalence	1 135	1 158

Les écarts d'acquisition définitivement comptabilisés et inclus dans les quotes-parts ci-dessus mises en équivalence s'élèvent à :

- 120 millions d'euros au titre de Schiphol ;
- 56 millions d'euros au titre de TAV Airports ;
- 17 millions d'euros au titre de TAV Construction.

15.5. Evolution de la valeur des titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence ont varié comme suit entre en 1^{er} janvier 2014 et le 30 juin 2014. Sur cette période, aucune dépréciation de titres mis en équivalence n'a été constatée :

	Montants nets au 01/01/2014	Quote-part du Groupe dans les résultats	Souscription de capital	Variation des autres réserves	Dividendes distribués	Montants nets au 30/06/2014
<i>(en millions d'euros)</i>						
International et développements aéroportuaires	1 103	25	1	(8)	(36)	1 086
Commerces et services	15	3	-	-	(7)	11
Immobilier	12	-	-	-	-	12
Total entreprises mises en équivalence opérationnelles	1 130	28	1	(8)	(42)	1 109
Total entreprises mises en équivalence non opérationnelles	28	(2)	-	-	-	26
Total entreprises mises en équivalence	1 158	26	1	(8)	(42)	1 135

Les agrégats financiers des participations TAV Airports, TAV Construction et Schiphol inclus dans le segment opérationnel : International et développements aéroportuaires ont été établis conformément aux IFRS tel qu'adopté par l'Europe.

Note 16 - Impôts

16.1. Taux d'impôt

Le taux d'impôt appliqué au titre de 2014 est de 38%, contre 36,16% au 30 juin 2013.

16.2. Analyse de la charge d'impôt sur les résultats

Au compte de résultat, la charge d'impôt sur les résultats se ventile comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Charge d'impôt exigible	(93)	(83)
Charge d'impôt différé	(6)	(9)
Impôts sur les résultats	(99)	(92)

Ces montants ne comprennent pas les charges d'impôt sur les quotes-parts de résultats des entreprises mises en équivalence, les montants qui figurent à ce titre sur la ligne appropriée du compte de résultat étant nets d'impôt.

Concernant l'impôt différé, le taux retenu pour 2015 est celui en vigueur au 30 juin 2014 soit 34,43%. Le taux de 38% applicable en 2015, lié au maintien de la contribution exceptionnelle à 10,7% voté courant juillet 2014, n'a pas d'incidence significative sur le montant de la charge d'impôt différé.

16.3. Preuve d'impôt

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique basée sur le taux d'impôt applicable en France et la charge réelle d'impôt se présente ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Résultat après impôt	182	125
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	(26)	(12)
Charge d'impôt sur les résultats	99	92
Résultat avant impôt et résultat net des entreprises mises en équivalence	256	205
<i>Taux théorique d'imposition en vigueur en France</i>	<i>38,00%</i>	<i>36,16%</i>
Charge d'impôt théorique	(97)	(74)
Incidence sur l'impôt théorique des :		
- Différentiel de taux sur résultat étranger et retenue à la source	(1)	-
- Contribution additionnelle sur les dividendes	(6)	(6)
- Reports déficitaires non reconnus au titre de la période	(1)	(2)
- Variations des différences temporelles non reconnues	5	-
- Charges fiscalement non déductibles et produits non imposables	(1)	(4)
- Crédits d'impôt et avoirs fiscaux	1	1
- Ajustements au titre des périodes antérieures	1	(5)
- Autres ajustements	-	(2)
Charge réelle d'impôt sur les résultats	(99)	(92)
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>38,59%</i>	<i>44,96%</i>

16.4. Actifs et passifs d'impôts différés ventilés par catégories

Au bilan, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Au titre des différences temporelles déductibles :		
- Engagements sociaux	133	123
- Amortissements des Frais d'Etudes et de Surveillance de Travaux (FEST)	25	26
- Provisions et charges à payer	7	13
- Autres	6	7
Au titre des différences temporelles imposables :		
- Amortissements dérogatoires et autres provisions réglementées	(364)	(362)
- Location-financement	(12)	(12)
- Réserves de réévaluation	(8)	(8)
- Autres	(12)	(14)
Actifs (passifs) d'impôt différés nets	(225)	(227)
Ces montants sont répartis comme suit au bilan:		
- à l'actif	1	1
- au passif	(226)	(228)

La ligne "Amortissements des Frais d'études et de Surveillance de Travaux (FEST)" correspond à une créance d'impôt née en 2003 dont le remboursement a été différé. Cette créance d'impôt est née suite à un retraitement comptable des FEST dans le cadre de la première certification des comptes en 2003 ; les FEST, initialement qualifiés d'actif, ont été annulés et comptabilisés en diminution du report à nouveau pour un montant de 180 millions d'euros. Fiscalement, l'Administration a admis leur déduction de manière étalée sur la période 2004-2021.

En conséquence, un impôt différé actif a été comptabilisé en 2003 en contrepartie du report à nouveau pour 64 millions d'euros.

Compte tenu des déductions fiscales opérées depuis 2004 au titre de cet étalement, le montant résiduel de cet actif d'impôt différé s'élève à 25 millions d'euros au 30 juin 2014.

16.5. Tableau de variation des actifs et passifs d'impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés ont évolué comme suit entre le début et la fin de la période :

<i>(en millions d'euros)</i>	Actif	Passif	Montant net
Au 01/01/2014	1	228	(227)
Montant porté directement en capitaux propres au titre des instruments de couverture de flux futurs	-	(8)	8
Montants comptabilisés au titre de la période	-	6	(6)
Au 30/06/2014	1	226	(225)

16.6. Actifs et passifs d'impôt exigible

Les actifs d'impôt exigible correspondent aux montants à récupérer au titre de l'impôt sur les résultats auprès des administrations fiscales. Les passifs d'impôt exigible correspondent aux montants restant à payer à ces administrations.

Ces actifs et passifs d'impôt exigible s'établissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Actifs d'impôt exigible :		
- Aéroports de Paris et sociétés fiscalement intégrées	-	-
- Autres entités consolidées	-	1
Total	-	1
Passifs d'impôt exigible :		
- Aéroports de Paris et sociétés fiscalement intégrées	10	20
- Autres entités consolidées	4	3
Total	14	23

Le Groupe n'a connaissance d'aucun actif ou passif éventuel d'impôt au 30 juin 2014.

Note 17 - Résultat par action

Le calcul d'un résultat par action s'établit ainsi à la clôture :

	1er semestre 2014	1er semestre 2013
<i>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres)</i>	98 958 593	98 958 053
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la société mère (en millions d'euros)	182	125
Résultat de base par action (en euros)	1,84	1,26
Résultat dilué par action (en euros)	1,84	1,26
Résultat de la période attribuable aux propriétaires de la société mère (en millions d'euros)	182	125
Résultat de base par action (en euros)	1,84	1,26
Résultat dilué par action (en euros)	1,84	1,26

Le résultat de base correspond au résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère.

Le nombre moyen pondéré d'actions correspond au nombre d'actions composant le capital de la société mère, minoré des actions propres détenues en moyenne au cours de la période, soit 2.009 au 1^{er} semestre 2014 et 2.549 au 1^{er} semestre 2013.

Il n'existe aucun instrument de capitaux propres à effet dilutif.

Note 18 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se détaillent comme suit :

	Écarts d'acquisition	Logiciels	Autres	Immobilisations en cours , avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>					
Au 1er janvier 2014					
- Valeur brute	25	200	3	27	255
- Cumul des amortissements	-	(166)	(1)	-	(167)
Valeur nette	25	34	2	27	88
Au 30 juin 2014					
- Valeur brute	25	203	4	28	260
- Cumul des amortissements	-	(173)	(2)	-	(175)
Valeur nette	25	30	2	28	85

L'évolution de la valeur nette des immobilisations incorporelles est la suivante :

	Écarts d'acquisition	Logiciels	Autres	Immobilisations en cours, avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>					
Valeur nette au 1er janvier 2014	25	34	2	27	88
- Investissements	-	1	-	7	8
- Amortissements	-	(7)	-	-	(7)
- Transferts en provenance (vers) d'autres rubriques	-	3	-	(6)	(4)
Valeur nette au 30 juin 2014	25	30	2	28	85

Les écarts d'acquisition résiduels au 30 juin 2014 concernent principalement :

- Roissy Continental Square pour 7 millions d'euros ;
- Nomadvance Group pour 18 millions d'euros.

Le montant net des transferts en provenance (vers) d'autres rubriques concerne notamment des reclassements d'immobilisations en cours en immobilisations corporelles et incorporelles.

Note 19 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

	Terrains et aménagements	Constructions	Installations techniques	Autres	Immobilisations en cours , avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Au 1er janvier 2014						
- Valeur brute	74	9 559	228	441	303	10 606
- Cumul des amortissements	(13)	(4 187)	(156)	(263)	-	(4 619)
Valeur nette	61	5 372	72	178	303	5 987
Au 30 juin 2014						
- Valeur brute	73	9 794	233	347	298	10 745
- Cumul des amortissements	(13)	(4 414)	(162)	(203)	-	(4 791)
Valeur nette	61	5 380	71	144	298	5 954

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles est la suivante :

	Terrains et aménagements	Constructions	Installations techniques	Autres	Immobilisations en cours , avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Valeur nette au 1er janvier 2014	61	5 372	72	178	303	5 987
- Investissements	-	-	2	1	154	156
- Amortissements	-	(177)	(8)	(8)	-	(193)
- Transferts en provenance (vers) d'autres rubriques	-	185	4	(26)	(159)	4
Valeur nette au 30 juin 2014	61	5 380	71	144	298	5 954

Le montant net des transferts en provenance d'autres rubriques concerne principalement des reclassements d'immobilisations en cours en immobilisations corporelles et incorporelles. Ces reclassements portent notamment sur les mises en service suivantes :

- Caserne SSLIA d'Orly,
- Groupes de secours électriques à la centrale d'Orly,
- Marais filtrant pour eaux glycolées à Orly,
- Blocs sanitaires à Orly Ouest,
- Travaux de refonte des commerces au T2F,
- Travaux de restructuration sur les satellites du T1.

Le montant des coûts d'emprunts capitalisés au 30 juin 2014 en application de la norme IAS 23 révisée s'élève à 1 million d'euros, sur la base d'un taux moyen de capitalisation de 3,36%.

Note 20 - Immeubles de placement

20.1. Analyse des immeubles de placement

Les immeubles de placement se détaillent comme suit :

	Terrains, aménagement & infrastructures	Constructions	Immobilisations en cours , avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Au 1er janvier 2014				
- Valeur brute	123	620	24	767
- Cumul des amortissements	(47)	(279)	-	(326)
Valeur nette	76	341	24	441
Au 30 juin 2014				
- Valeur brute	113	653	16	782
- Cumul des amortissements	(45)	(303)	-	(348)
Valeur nette	68	350	16	433

L'évolution de la valeur nette des immeubles de placement est la suivante :

	Terrains, aménagement & infrastructures	Constructions	Immobilisations en cours , avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Valeur nette au 1er janvier 2014	76	341	24	441
- Amortissements	(1)	(11)	-	(12)
- Transferts en provenance (vers) d'autres rubriques	(7)	19	(8)	4
Valeur nette au 30 juin 2014	68	350	16	433

20.2. Juste valeur des immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement, qui s'élevait à 2007 millions d'euros au 31 décembre 2013, n'a pas évolué de façon significative au cours de la période.

Note 21 - Autres actifs financiers

Les montants figurant au bilan s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Part non courante	Part courante
Titres classés en Actifs disponibles à la vente	10	10	-
Prêts et créances hors créances de location financement bailleur :	87	35	51
- Créances & comptes-courants sur des entreprises mises en équivalence	49	3	46
- Autres créances et intérêts courus rattachés à des participations	25	25	-
- Autres actifs financiers	13	8	5
Créances de location financement bailleur	28	23	4
Instruments financiers dérivés :	117	75	41
- Swaps de couverture	77	75	1
- Swaps de trading	40	-	40
Total	241	144	97

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31/12/2013	Part non courante	Part courante
Titres classés en Actifs disponibles à la vente	6	6	-
Prêts et créances hors créances de location financement bailleur :	73	35	38
- Créances & comptes-courants sur des entreprises mises en équivalence	38	4	34
- Autres créances et intérêts courus rattachés à des participations	25	24	1
- Autres actifs financiers	10	7	3
Créances de location financement bailleur	29	25	4
Instruments financiers dérivés :	122	73	49
- Swaps de couverture	77	73	4
- Swaps de trading	45	-	45
Total	230	139	91

Note 22 - Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés se décomposent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Créances Clients	613	574
Clients douteux	26	33
Cumul des dépréciations	(49)	(52)
Montant net	590	555

L'exposition du Groupe au risque de crédit et au risque de change ainsi que les pertes de valeur relatives aux créances clients et autres débiteurs figurent en Note 28.

Les conditions générales de règlements clients sont de 30 jours date d'émission de facture, à l'exception des redevances commerciales payables au comptant.

Les dépréciations ont évolué ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Cumul des dépréciations à l'ouverture	52	46
Augmentations	5	12
Diminutions	(8)	(3)
Autres variations	-	(3)
Cumul des dépréciations à la clôture	49	52

Note 23 - Autres créances et charges constatées d'avance

Le détail des autres créances et charges constatées d'avance est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Avances et acomptes versés sur commandes	7	6
Créances fiscales (hors impôt sur les sociétés)	39	59
Autres créances	18	15
Charges constatées d'avance	31	26
Total	95	106

Note 24 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Valeurs mobilières de placement	561	1 027
Disponibilités	37	29
Concours bancaires courants	(2)	(3)
Trésorerie nette	596	1 053

Dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, le Groupe Aéroports de Paris n'a investi principalement que dans des OPCVM monétaires libellés en euros.

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt et une analyse de sensibilité des actifs et passifs financiers sont présentées dans la Note 28.2.1.

Note 25 - Capitaux propres

25.1. Capital

Le capital d'Aéroports de Paris s'élève à 296 881 806 euros. Il est divisé en 98 960 602 actions de 3 euros chacune, entièrement libérées et n'a fait l'objet d'aucune modification au cours de l'exercice 2014.

Ce capital est assorti d'une prime d'émission de 542 747 000 d'euros résultant de l'augmentation réalisée en 2006.

25.2. Actions propres

Conformément à l'autorisation donnée par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2014, la Société a procédé au cours de la période au rachat de 216.847 actions et à la vente de 219.670 actions. Ainsi, le nombre d'actions auto-détenues qui était de 2.823 actions au 31 décembre 2013 est à zéro au 30 juin 2014.

25.3. Autres éléments de capitaux propres

Ce poste dont le montant s'élève à -65 millions d'euros comprend :

- les écarts de conversion constitués des écarts dégagés sur la conversion en euros des comptes des filiales étrangères situées hors zone euro, soit un montant de -9 millions d'euros.
- la réserve de juste valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie, soit un montant de -2 millions d'euros.
- les pertes au titre des écarts actuariels sur les engagements sociaux soit un montant de -54 millions d'euros.

25.4. Résultats non distribués

Les résultats non distribués s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Réserves de la société mère Aéroports de Paris :		
- Réserve légale	30	30
- Autres réserves	863	863
- Report à nouveau	830	701
Réserves consolidées	1 122	1 138
Résultat de la période (attribuable aux propriétaires de la société mère)	182	305
Total	3 028	3 037

25.5. Commentaires sur le tableau de variation des capitaux propres

Les dividendes versés se sont élevés à :

- 183 millions d'euros en 2014, soit 1,85 euros par action, conformément à la 3^{ème} résolution de l'AGO du 15 mai 2014 ;
- 205 millions d'euros en 2013, soit 2,07 euros par action, conformément à la 3^{ème} résolution de l'AGO du 16 mai 2013.

Note 26 - Autres provisions

Les autres provisions ont évolué comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Litiges	Autres provisions	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Provisions au 1er janvier	18	100	118	82
Augmentations :	1	13	14	11
- Dotations	1	13	14	9
- Autres augmentations	-	-	-	2
Diminutions:	(4)	(23)	(26)	(10)
- Provisions utilisées	(2)	(17)	(18)	(4)
- Provisions devenues sans objet	(2)	(6)	(8)	(6)
Provisions au 30 juin	15	91	106	83
<i>Dont :</i>				
- Part non courante	15	59	74	71
- Part courante	-	32	32	12

Suite à l'ouverture d'un Plan de Départs Volontaires en 2013 et en application des règles comptables, telles que définies par les normes IAS 19 et IAS 37, une provision a été constituée fin 2013 pour 43M€.

La revue de l'évaluation au 30 juin 2014 de ce plan de départs volontaires a confirmé l'estimation réalisée fin 2013. Les départs effectués au 1er semestre ont fait l'objet d'une reprise de provision de 3M€.

Les provisions pour litiges concernent divers litiges fournisseurs, des litiges sociaux et des litiges commerciaux.

Les autres provisions comprennent notamment des provisions pour risques Clients et Fournisseurs.

Note 27 - Dettes financières

27.1. Détail des emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières s'analysent ainsi à la clôture :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Part non courante	Part courante	Au 31/12/2013	Part non courante	Part courante
Emprunts obligataires	3 064	3 064	-	3 471	3 060	411
Emprunts bancaires	563	517	46	564	562	3
Autres emprunts et dettes assimilées	29	26	3	30	27	3
Emprunts et dettes financières hors intérêts courus et dérivés	3 656	3 607	49	4 065	3 648	417
Intérêts courus non échus	36	-	36	89	-	89
Instruments financiers dérivés passif	18	-	18	22	1	22
Total emprunts et dettes financières	3 710	3 607	103	4 177	3 649	528

27.2. Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini par le Groupe Aéroports de Paris correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués des instruments dérivés actif et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Cet endettement financier net se présente ainsi à la clôture :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Part non courante	Part courante	Au 31/12/2013	Part non courante	Part courante
Emprunts et dettes financières	3 710	3 607	103	4 177	3 649	528
Instruments financiers dérivés actif	(117)	(75)	(41)	(122)	(73)	(49)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(598)	-	(598)	(1 056)	-	(1 056)
Endettement financier net	2 995	3 531	(536)	2 999	3 576	(577)

Le Gearing est passé de 0,78 fin 2013 à 0,79 en juin 2014

27.3. Détail des emprunts obligataires et bancaires

Les emprunts obligataires et bancaires s'analysent ainsi :

	Valeur nominale	Taux nominal	Taux effectif avant prise en compte des couvertures de juste valeur	Valeur de la dette en coût amorti	Incidence des couvertures de juste valeur	Valeur au bilan Au 30/06/2014	Juste valeur Au 30/06/2014
<i>(en millions d'euros)</i>							
Emprunts obligataires :							
- ADP 3.125% CHF 250 M 2009-2015	206	3.125%	4.664%	206	-	206	212
- ADP CHF 200 M 2.5% 2010-2017	164	2.5%	Eur 3M + marge	164	10	174	175
- ADP 3.886% 2010-2020	500	3.886%	3.95%	485	-	485	589
- ADP 4% 2011-2021	400	4.0%	4.064%	398	19	417	486
- ADP 3.875% 2011-2022	400	3.875%	3.985%	397	-	397	482
- ADP 2,375% 2012 -2019	300	2.375%	2.476%	299	-	299	325
- ADP 3,125% 2012 -2024	500	3.125%	3.252%	495	-	495	580
- ADP 2,75% 2013 -2028	600	2.75%	2.846%	591	-	591	671
Total	3 070			3 035	29	3 064	3 520
Emprunts bancaires :							
- BEI 2003-2018	100	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	100	-	100	101
- BEI 2004-2019	220	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	220	-	220	222
- BEI 2004-2019	30	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	30	-	30	30
- BEI 2005-2020	130	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	130	-	130	131
- CALYON / CFF 2009-2014	46	Eur 3M + marge	3.217%	46	-	46	47
- Autres	37			37	-	37	44
Total	563			563	-	563	575

Note 28 - Instruments financiers

28.1. Hiérarchie des justes valeurs

Les justes valeurs des instruments financiers sont hiérarchisées de la manière suivante en 2014 et 2013 :

	Au 30/06/2014		Niveau 1 Prix cotés sur des marchés actifs	Niveau 2 Prix basés sur des données observables	Niveau 3 Prix basés sur des données non observables
	Valeur au bilan	Juste valeur			
<i>(en millions d'euros)</i>					
Actif :					
Actifs disponibles à la vente	10	10	-	10	-
Prêts et créances hors créances de location financement bailleur	87	87	-	87	-
Instruments dérivés	117	117	-	117	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	598	598	598	-	-
Passif :					
Emprunts obligataires	3 064	3 035	-	3 035	-
Emprunts bancaires	563	563	-	563	-
Autres emprunts et dettes assimilées	29	16	-	16	-
Intérêts sur emprunts	36	36	-	36	-
Instruments dérivés	18	18	-	18	-

	Au 31/12/2013		Niveau 1 Prix cotés sur des marchés actifs	Niveau 2 Prix basés sur des données observables	Niveau 3 Prix basés sur des données non observables
	Valeur au bilan	Juste valeur			
<i>(en millions d'euros)</i>					
Actif :					
Actifs disponibles à la vente	6	6	-	6	-
Prêts et créances hors créances de location financement bailleur	73	73	-	73	-
Instruments dérivés	122	122	-	122	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 056	1 056	1 056	-	-
Passif :					
Emprunts obligataires	3 471	3 520	-	3 520	-
Emprunts bancaires	564	575	-	575	-
Autres emprunts et dettes assimilées	30	31	-	31	-
Intérêts sur emprunts	89	89	-	89	-
Instruments dérivés	22	22	-	22	-

28.2. Analyse des risques liés aux instruments financiers

28.2.1. Risques de taux

La répartition des dettes financières taux fixe / taux variable est la suivante :

	Au 30/06/2014		Au 31/12/2013	
	avant couverture	après couverture	avant couverture	après couverture
<i>(en millions d'euros)</i>				
Taux fixe	3 163	3 045	3 624	3 509
Taux variable	529	647	530	645
Emprunts et dettes financières hors dérivés	3 692	3 692	4 154	4 154

Analyse de sensibilité de la juste valeur pour les instruments à taux fixe :

Aéroports de Paris est soumis à la variabilité des charges futures sur la dette à taux variable. Une variation des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse

(diminution) des capitaux propres et du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

Au 30 juin 2014, Aéroports de Paris détient des instruments financiers dérivés de taux et de change (swaps et cross-currency swaps) pour une juste valeur de 117 millions d'euros figurant à l'actif dans les autres actifs financiers et 18 millions d'euros figurant au passif dans les emprunts et dettes financières.

Les montants notionnels des dérivés qualifiés de couverture de juste valeur s'analysent ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Échéances	Échéances	Échéances	Au 30/06/2014	Juste valeur
	inférieures à 1 an	entre 1 et 5 ans	supérieures à 5 ans		
Dérivés qualifiés de couverture de juste valeur	-	135	-	135	39
Dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie	46	166	-	212	37
Dérivés non qualifiés de couverture	-	-	400	400	22
Total	46	301	400	747	98

Le portefeuille de dérivés non qualifiés de couverture (Trading) est exclusivement constitué de swaps retournés figeant une marge fixe. Cette partie de portefeuille de dérivés est donc très peu sensible à la variation des taux d'intérêt. Une baisse instantanée des taux d'intérêt de 1% au 30 juin 2014 générerait une hausse de la juste valeur des dérivés de 1 million d'euros en contrepartie d'un produit financier.

Quant aux dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge), une baisse instantanée des taux d'intérêts de 1% n'entraînerait pas de hausse significative de la juste valeur de ces dérivés en contrepartie des autres éléments de résultat global.

28.2.2. Risques de change

Les cours de change utilisés pour la conversion des états financiers des filiales, coentreprises et entreprises associées étrangères sont les suivants :

	Au 30/06/2014		Au 31/12/2013	
	Cours de clôture	Cours moyen	Cours de clôture	Cours moyen
Dollar des États-Unis (USD)	0,73373	0,72974	0,73201	0,75341
Peso mexicain (MXN)	0,05642	0,05566	0,05646	0,05915
Nouvelle Livre turque (TRY)	0,34419	0,33766	0,35300	0,39663
Dinar jordanien (JOD)	1,03488	1,03107	1,03552	1,06367
Dinar libyen (LYD)	0,58442	0,58438	0,59358	0,59510
Dirham marocain (MAD)	0,08904	0,08906	0,08900	0,08953
Rouble russe (RUB)	0,02172	0,02086	0,02220	0,02368
Kuna croate (HRK)	0,13201	0,13118	0,13095	0,13197
Roupie mauricienne (MUR)	0,02427	0,02420	0,02450	0,02447

28.2.3. Risques de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit concernant les créances commerciales à la date de clôture, analysée par types de clients, est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Air France	121	118
Easy Jet	9	9
Federal Express Corporation	2	6
Autres compagnies aériennes	118	96
Sous-total compagnies aériennes	250	230
Direction Générale de l'Aviation Civile	126	115
Société de Distribution Aéroportuaire	38	28
Autres clients et comptes rattachés	176	182
Autres prêts et créances à moins d'un an	66	53
Total prêts et créances à moins d'un an	656	608

L'antériorité des créances courantes se présente ainsi au 30 juin 2014 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Créances non échues	562	469
Créances échues et non dépréciées :		
- depuis 1 à 30 jours	7	12
- depuis 31 à 90 jours	16	82
- depuis 91 à 180 jours	43	8
- depuis 181 à 360 jours	6	11
- depuis plus de 360 jours	22	26
Prêts et créances à moins d'un an	656	608

L'évolution des dépréciations de créances commerciales est détaillée en Note 22.

Les créances présentant une antériorité anormale sont analysées individuellement et peuvent en fonction du risque identifié et de la situation financière du client, justifier la comptabilisation d'une provision. Sur la base de l'historique des taux de défaillance, le Groupe estime qu'aucune dépréciation ni perte de valeur complémentaire n'est à comptabiliser au titre des créances commerciales non échues ou échues et non dépréciées.

28.3. Compensation des instruments financiers

Les contrats d'instruments dérivés du Groupe peuvent prévoir un droit de compensation si des événements particuliers surviennent tels qu'un changement de contrôle ou un événement de crédit.

En revanche, ces contrats ne prévoient pas d'accord de compensation globale conférant un droit juridiquement exécutoire de compenser les instruments financiers, ni d'accord de collatéralisation.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des instruments dérivés actif et passif et l'effet des accords de compensation mentionnés ci-avant au 30 juin 2014 :

	Valeurs brutes comptables avant compensation (a)	Montants bruts compensés comptablement (b)	Montants nets présentés au bilan (c) = (a) - (b)	Effet des autres accords de compensation (ne répondant pas aux critères de compensation d'IAS 32) (d)		Exposition nette (c) - (d)
				Instruments financiers	Juste valeur des collatéraux	
<i>(en millions d'euros)</i>						
- dérivés : swap de taux	40	-	40	(19)	-	21
- dérivés : swap de change	77	-	77	-	-	77
Total des dérivés actif	117	-	117	(19)	-	98
- dérivés : swap de taux	(19)	-	(19)	19	-	-
Total des dérivés passif	(19)	-	(19)	19	-	-

Note 29 - Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants se décomposent ainsi à la clôture de la période :

	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
<i>(en millions d'euros)</i>		
Subventions d'investissements	38	39
Option d'achat des intérêts minoritaires	34	31
Total	72	70

Le poste "Option d'achat des intérêts minoritaires" concerne Roissy Continental Square et Ville Aéroportuaire Immobilier 1.

Note 30 - Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés se répartissent comme suit :

	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
<i>(en millions d'euros)</i>		
Fournisseurs d'exploitation	212	210
Fournisseurs d'immobilisations	108	154
Total	320	364

L'exposition des dettes fournisseurs et autres créateurs du Groupe aux risques de change et de liquidité est présentée dans la Note 28.

Note 31 - Autres dettes et produits constatés d'avance

Le détail des autres dettes et produits constatés d'avance est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Avances et acomptes reçus sur commandes	7	2
Dettes sociales	199	208
Dettes fiscales (hors impôt exigible)	101	54
Avoirs à établir	21	16
Autres dettes	17	38
Produits constatés d'avance	167	159
Total	512	477

Les Autres dettes incluent encore les aides aux riverains pour 3 millions d'euros au 30 juin 2014 (23 millions d'euros au 31 décembre 2013), les fonds sont dorénavant immédiatement alloués.

Les produits constatés d'avance comprennent principalement :

- des loyers part fixe, soit 74 millions d'euros au 30 juin 2014 (70 millions d'euros au 31 décembre 2013) hors SCI Aéroville ;
- la location à Air France du terminal T2G, soit 38 millions d'euros au 30 juin 2014 (39 millions d'euros au 31 décembre 2013) ;
- le bail à construction SCI Aéroville, soit 16 millions d'euros au 30 juin 2014 (16 millions d'euros au 31 décembre 2013) ;
- la location à Air France du Trieur-Bagage Terminal E, soit 14 millions d'euros au 30 juin 2014 (14 millions d'euros au 31 décembre 2013) ;
- Parcs de stationnement : abonnement et réservation, soit 13 millions d'euros au 30 juin 2014 (6 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Note 32 - Flux de trésorerie

32.1. Définition de la trésorerie

La trésorerie, dont les variations sont analysées dans le tableau des flux de trésorerie, se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	598	844
Concours bancaires courants (1)	(2)	(2)
Trésorerie (selon tableau des flux de trésorerie)	596	842

(1) figurant dans les Passifs courants en Emprunts et dettes financières à court terme

32.2. Charges (produits) sans effet sur la trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Amortissements, dépréciations et provisions	200	218
Plus-values nettes de cession d'actifs immobilisés	-	1
Résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	(28)	(14)
Autres	(1)	(2)
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie	171	203

32.3. Variation du besoin en fonds de roulement

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Augmentation des stocks	1	-
Augmentation des clients et autres débiteurs	(28)	(65)
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs	38	(15)
Variation du besoin en fonds de roulement	11	(80)

32.4. Investissements corporels et incorporels

Le montant des investissements corporels et incorporels s'analyse ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Investissements incorporels (cf. note 18)	(8)	(6)
Investissements corporels (cf. note 19)	(156)	(171)
Investissements corporels et incorporels (selon tableau des flux de trésorerie)	(165)	(177)

Le détail de ces investissements s'établit ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Rénovation et qualité	(57)	(58)
Frais d'Etudes et de Surveillance de Travaux (FEST)	(48)	(38)
Développement des capacités	(34)	(27)
Restructuration	(13)	(31)
Sûreté	(8)	(14)
Développement immobilier	(5)	(9)
Total	(165)	(177)

Les projets majeurs réalisés par Aéroports de Paris à fin juin 2014 concernent :

- Sur l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle, les investissements ont principalement porté sur :
 - la création d'un parc abonné à l'Est du parc EF,
 - la création d'un passage pour véhicules sous la voie Echo,
 - les études du nouveau siège social à CDG,
 - le TDS3, trieur bagage du S3,
 - la refonte des commerces du terminal 2F,
 - la poursuite de la reconfiguration du seuil 08L du doublet sud de la plate-forme,
 - la densification des commerces de l'Isthme du terminal 2 E,
 - TBE, intégration d'appareil de sûreté sur le système bagage des banques d'enregistrement de la jetée Est de terminal 2 E,
 - l'accueil de l'A380 au terminal 2C,
 - le recul des banques d'enregistrement du terminal 2A,
 - les travaux complémentaires du hangar atelier des engins de piste.

- Sur l'aéroport de Paris-Orly, les investissements ont porté principalement sur :
 - l'extension Jetée EST d'Orly SUD,
 - les études du bâtiment de jonction d'Orly,
 - les aménagements des linéaires d'Orly Ouest et Sud,
 - l'optimisation de l'IFBS (Inspection Filtrage de Bagages en Soute) du Hall1 d'Orly Ouest,
 - de nouveaux blocs sanitaires à Orly Ouest,
 - l'intégration des IFBS (Inspection Filtrage de Bagages en Soute) à Orly.

32.5. Dividendes reçus

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
TAV AIRPORTS (Turquie)	25	22
SCHIPHOL GROUP (Pays Bas)	11	9
Autres	-	2
Total	36	33

Note 33 - Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan et les actifs et passifs éventuels se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Engagements donnés		
Avals, cautions	3	3
Garanties à première demande	34	35
Suretés hypothécaires	47	48
Engagements irrévocables d'acquisitions d'immobilisations	197	128
Autres	13	13
Total	293	227
Engagements reçus		
Avals, cautions	38	37
Garanties à première demande	192	186
Autres	12	14
Total	241	237

Les avals et cautions correspondent principalement à des cautions accordées sur prêts au personnel, ainsi qu'à des garanties accordées par Aéroports de Paris pour le compte d'ADP Ingénierie et d'Aéroports de Paris Management au bénéfice de divers clients de ces filiales.

Les garanties à première demande ont été exclusivement données par les filiales ADP Ingénierie et Aéroports de Paris Management au titre de la bonne exécution de leurs contrats internationaux.

Les engagements donnés aux salariés du Groupe sont présentés en Note 10.2.

Les engagements reçus proviennent principalement des garanties reçues des bénéficiaires d'AOT (Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public), de baux civils et de concessions commerciales, de fournisseurs et des garanties reçues suite aux acquisitions réalisées par Aéroports de Paris.

En application de l'article 53 du cahier des charges d'Aéroports de Paris, le ministre chargé de l'aviation civile dispose d'un droit de refus sur une éventuelle opération d'apport, de cession ou de création de sûreté qui concernerait certains terrains – ainsi que les biens qu'ils supportent – appartenant à Aéroports de Paris. Les terrains concernés par cette disposition sont délimités par ce même cahier des charges.

Enfin, la loi du 20 avril 2005 prévoit que dans le cas où serait prononcée la fermeture, partielle ou totale, à la circulation aérienne d'un des aéroports détenus par Aéroports de Paris, un pourcentage de 70 % de la plus-value entre le prix de marché de ces actifs et leur valeur dans les comptes de l'entreprise soit versé à l'Etat. Cette disposition concerne notamment les Aéroports d'Aviation Générale.

Note 34 - Liste des sociétés du périmètre de consolidation

Entités	Activités	Pays	% d'intérêt	% contrôle	Filiale de
AÉROPORTS DE PARIS	Multi-activités	France	MÈRE	MÈRE	
FILIALES (intégrées globalement)					
ADP INGENIERIE	International et développements aéroportuaires	France	100%	100%	ADP
ADPi MIDDLE EAST	International et développements aéroportuaires	Liban	80%	80%	ADPI
ADPi LIBYA	International et développements aéroportuaires	Libye	65%	65%	ADPI
ADPi RUSSIE	International et développements aéroportuaires	Russie	100%	100%	ADPI
AÉROPORTS DE PARIS MANAGEMENT	International et développements aéroportuaires	France	100%	100%	ADP
JORDAN AIRPORT MANAGEMENT	International et développements aéroportuaires	Jordanie	100%	100%	ADPM
ADPM MAURITIUS	International et développements aéroportuaires	République de Maurice	100%	100%	ADPM
HUB ONE	Autres activités	France	100%	100%	ADP
HUB ONE MOBILITY	Autres activités	France	100%	100%	HUB ONE
COEUR D'ORLY INVESTISSEMENT	Immobilier	France	100%	100%	ADP
COEUR D'ORLY COMMERCES INVESTISSEMENT	Immobilier	France	100%	100%	CŒUR D'ORLY INVESTISSEMENT
ROISSY CONTINENTAL SQUARE	Immobilier	France	100%	100%	ADP
VILLE AEROPORTUAIRE IMMOBILIER	Immobilier	France	100%	100%	ADP
VILLE AEROPORTUAIRE IMMOBILIER 1	Immobilier	France	100%	100%	VAI
ALYZIA SURETÉ	Autres activités	France	100%	100%	ADP
AÉROPORTS DE PARIS INVESTISSEMENT	Immobilier	France	100%	100%	ADP
AÉROPORTS DE PARIS INVESTISSEMENT NEDERLAND BV	Immobilier	Pays-Bas	100%	100%	ADP INVESTISSEMENT
TANK INTERNATIONAL LUX	International et développements aéroportuaires	Luxembourg	100%	100%	ADP
TANK HOLDING ÖW	International et développements aéroportuaires	Autriche	100%	100%	TANK INT. LUX
TANK ÖWA ALPHA GmbH	International et développements aéroportuaires	Autriche	100%	100%	TANK HOLDING ÖW
TANK ÖWC BETA GmbH	International et développements aéroportuaires	Autriche	100%	100%	TANK HOLDING ÖW
AMS - Airport Management Services (OSC)	International et développements aéroportuaires	Croatie	100%	100%	ADPM
ACTIVITE CONJOINTE (intégrée à hauteur des quotes-parts d'éléments du bilan et du résultat revenant au Groupe)					
CDG Express Etudes	Autres activités	France	33%	33%	ADP

Entités	Activités	Pays	% d'intérêt	% contrôle	Participation de
ENTREPRISES ASSOCIÉES (mises en équivalence opérationnelles)					
SCHIPHOL GROUP	International et développements aéroportuaires	Pays-Bas	8%	8%	ADP
TAV HAVALIMANLARI HOLDING (TAV AIRPORTS)	International et développements aéroportuaires	Turquie	38%	38%	TANK ÖWA ALPHA GmbH
TAV YATIRIM HOLDING (TAV CONSTRUCTION)	International et développements aéroportuaires	Turquie	49%	49%	TANK ÖWA BETA GmbH
TRANSPORT BEHEER	Immobilier	Pays-Bas	40%	40%	ADP INVESTISSEMENT
TRANSPORT CV	Immobilier	Pays-Bas	40%	40%	ADP INVESTISSEMENT BV
SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION AÉROPORTUAIRE	Commerces et services	France	50%	50%	ADP
SCI COEUR D'ORLY BUREAUX	Immobilier	France	50%	50%	CŒUR D'ORLY INVESTISSEMENT
SNC COEUR D'ORLY COMMERCES	Immobilier	France	50%	50%	CŒUR D'ORLY COMM. INVEST.
MÉDIA AÉROPORT DE PARIS	Commerces et services	France	50%	50%	ADP
RELAY@ADP	Commerces et services	France	50%	50%	ADP
ADPLS PRESIDENCE	Commerces et services	France	50%	50%	ADP
ZAIC-A LIMITED	International et développements aéroportuaires	Royaume-Uni	26%	21%	ADPM & TAV AIRPORTS
UPRAVITELJ ZRAČNE LUKE ZAGREB	International et développements aéroportuaires	Croatie	26%	21%	ZAIC-A LIMITED
MEDUNARODNA ZRAČNA LUKA ZAGREB	International et développements aéroportuaires	Croatie	26%	21%	ZAIC-A LIMITED
CONSORCIO PM TERMINAL TOCUMEN SA	International et développements aéroportuaires	Panama	36%	36%	ADP INGENIERIE
ENTREPRISES ASSOCIÉES (mises en équivalence non opérationnelles)					
SCI ROISSY SOGARIS	Immobilier	France	40%	40%	ADP
ALYZIA HOLDING	Autres activités	France	20%	20%	ADP
ALYZIA	Autres activités	France	20%	20%	ALYZIA HOLDING
CIRES TELECOM	Autres activités	Maroc	49%	49%	HUB ONE
BOLLORÉ TELECOM	Autres activités	France	11%	11%	HUB ONE
LIÈGE AIRPORT	International et développements aéroportuaires	Belgique	26%	26%	ADPM
SETA	International et développements aéroportuaires	Mexique	26%	26%	ADPM

Note 35 - Événements postérieurs à la clôture

Il n'y pas d'évènement postérieur à la clôture connu à cette date.